

Il faut investir dans les infrastructures

Je suis en profond désaccord avec l'article de Paul Streeten, «Une stratégie de développement pour l'avenir» (*Finances & Développement*, décembre 1999) pour les raisons suivantes :

Premièrement, je suis maintenant convaincu que si les peuples du monde en développement restent pauvres, c'est à cause du manque d'infrastructures adéquates plutôt que du manque de programmes ciblés. Après avoir observé le programme de développement rural intégré (PDRI) en Inde, je pense que l'Inde (comme bien d'autres pays en développement) devrait investir davantage dans les infrastructures et laisser le reste au jeu des forces du marché. (Pour plus de détails, voir mon article intitulé «Rural Resurgence», publié dans *The Hindu*, le 24 octobre 1999.) Certes, il faut lutter contre la pauvreté. Mais ce qu'il faut pour la vaincre, ce sont de meilleures routes, une distribution plus fiable d'électricité et d'eau dans les zones rurales, et une amélioration de la santé publique et de l'éducation. Je déplore que, dans son désir d'attaquer de front la pauvreté, la Banque mondiale, appuyée par Paul Streeten et ses collègues, ait choisi de reléguer le développement des infrastructures à l'arrière-plan.

Deuxièmement, le PDRI de l'Inde a seulement servi à soutenir une lourde bureaucratie — l'inverse de ce que Paul Streeten souhaiterait. Ce programme est mis en oeuvre par des fonctionnaires dans presque tous les États.

Troisièmement, les organisations non gouvernementales (ONG) d'aujourd'hui sont les fonctionnaires ou «non-officiels» (pour ne pas parler de politiciens) d'hier. Il existe de bonnes ONG, au Bangladesh ou à Ahmedabad, par exemple, mais, dans l'ensemble, la communauté des ONG a été gâtée par un excès d'attention (et d'argent) des donateurs. Pourquoi la formule de la Banque Grameen n'a-t-elle pas marché dans les nombreux pays d'Afrique où la Banque mondiale l'a essayée?

Enfin, pour ce qui est du contrôle, qu'entend M. Streeten par l'expression «accepté par toutes les parties»? Quelles sont ces parties?

Soyons bien d'accord sur une chose : la communauté des donateurs ne va pas faire la loi dans les pays bénéficiaires. Tous sont hypocrites à leur façon et, quand ils parlent de décentralisation, ils n'ont pas toujours l'intention d'y procéder. Les pays industrialisés ne sont pas seuls à pouvoir se permettre d'être hypocrites. Les pauvres donnent leur voix, et les riches l'argent et le pouvoir. Mieux vaut que les donateurs et la Banque mondiale prêtent pour ce qui a réussi dans le Plan Marshall : l'investissement dans les infrastructures.

V. Venkatesan

Pune (Inde)

La réponse de Paul Streeten

Je n'ai pas d'objection aux propos de M. Venkatesan quand il dit que, pour vaincre la pauvreté, il faut «de meilleures routes, une distribution plus fiable d'électricité et d'eau dans les zones rurales, et une amélioration de la santé publique et de l'éducation».

Mais, s'il est bon d'investir dans les infrastructures, il s'agit seulement d'un moyen de permettre le développement. Je pense au culte des cargos qui s'est développé dans une tribu de Nouvelle-Guinée regrettant le départ des forces expéditionnaires alliées à la fin de la deuxième guerre mondiale. Les habitants des villages du littoral ont construit des jetées dans la mer pour accueillir les navires, et ceux de l'intérieur des pistes d'atterrissage dans la jungle pour permettre aux avions d'atterrir. Et ils vivent dans l'attente du retour des cargos.

Quand on recommande des investissements d'infrastructure, il faut veiller à ne pas succomber au culte des cargos. Et se méfier des solutions uniques!

La dollarisation

Comme beaucoup d'autres numéros de *Finances & Développement*, celui de mars est remarquable. «Le débat sur la dollarisation», d'Andrew Berg et Eduardo Borensztein est particulièrement intéressant. Dollariser ou ne pas dollariser, et qui sont les candidats à la dollarisation, concluent succinctement les auteurs, ce sont des questions qui, au mieux, sont encore à l'étude. Mais je note qu'ils exagèrent fortement la perte de recettes provenant du seigneurage, coût d'opportunité de la dollarisation.

Typiquement, la base du seigneurage — à savoir la monnaie à grande puissance — est renforcée par les caractéristiques «répressives» des marchés de capitaux des éventuels candidats à la dollarisation. Avec les mesures de libéralisation financière qui ont réduit drastiquement ou dans certains cas éliminé ces caractéristiques répressives, la base du seigneurage s'est érodée. La preuve empirique en a été faite. Le secteur privé non bancaire dans les économies qui se libéralisent offre un substitut à la monnaie à grande puissance à mesure que les marchés financiers s'approfondissent. En fait, les fonctions de la demande de monnaie dans ces économies ont introduit de nouvelles variables. En conséquence, la courbe de Laffer de l'inflation due au seigneurage a décliné grâce à la libéralisation.

Comme les auteurs le font justement remarquer, le problème de l'inflation s'est considérablement éloigné dans les années 90. Mais une stratégie de financement du déficit budgétaire par le seigneurage en premier ressort, compte tenu du droit qu'ont les pays de battre monnaie, suffirait pour relancer l'inflation. À n'en pas douter, les responsables de ces économies ont à coeur d'éviter pareil scénario, sachant que les recettes de seigneurage sont faibles pour un taux d'inflation donné qui maximise le seigneurage. Par conséquent, le coût de la dollarisation en termes de perte de seigneurage ne saurait être très élevé.

Prenons le cas de l'Argentine, comparable à celui de bien d'autres économies au même niveau de (sous-)développement dotées d'une structure analogue. Avec des recettes fiscales qui sont nettement supérieures à 10 % du PIB, si elle optait pour la dollarisation, sa perte de seigneurage serait de 0,2 % du PIB, soit assez minime.

Jared Osoro

*Banque de développement de l'Afrique de l'Est
Kampala (Ouganda)*